

UN APPEL À LA RESPONSABILITÉ

Stopper la violence sexuelle contre nos Sœurs dans la vie religieuse et dans la communauté laïque mondiale

Nous sommes profondément choqués et attristés par les rapports récents dévoilés dans le *National Catholic Reporter* du 16 mars 2001 sur le harcèlement sexuel, l'exploitation et même le viol de religieuses catholiques par des prêtres. Ces faits sont des exemples horribles de la violence perpétuée contre les femmes dans le monde entier : une réalité quotidienne pour des millions de femmes de tous les âges, classes sociales, races et religions.

Les récits de l'humiliation et même de la mort de femmes dont les droits humains ont été violés par des prêtres catholiques sont affligeants :

- En Amérique latine, un prêtre réclamait les « faveurs » sexuelles d'une jeune fille en échange de vêtements pour elle et sa famille
- En Afrique, des prêtres à la recherche de partenaires non contaminés par le virus du sida ont abusé de religieuses. Certains d'entre eux ont même transmis le virus à des sœurs ou les ont mises enceintes. Tragiquement, ces abus ont entraîné le décès de quelques femmes.
- En Europe et aux Etats-Unis, des prêtres et des séminaristes ont demandé les « faveurs » sexuelles de religieuses en échange d'aide pour leurs études.
- Aux Etats-Unis, les autorités religieuses ont renvoyé un curé aux Philippines afin de lui éviter d'être poursuivi juridiquement par une femme dont il avait abusé lorsqu'elle était adolescente.

Ce problème est mondial et des rapports citent à ce sujet 23 pays différents : Afrique du Sud, Botswana, Burundi, Brésil, Colombie, République démocratique du Congo, Ghana, Inde, Irlande, Italie, Kenya, Lesotho, Malawi, Nigeria, Papoua Nouvelle Guinée, Philippines, Sierra Leone, Tanzanie, Tonga, Ouganda, Etats-Unis, Zambie et Zimbabwe. Nous déplorons l'attitude du Vatican qui a affirmé injustement que ce problème se limitait à l'Afrique subsaharienne afin d'éviter le problème ou de le camoufler.

Il est tout particulièrement inquiétant que cette violence sexuelle fasse surface dans le contexte de la pandémie du sida. Le sida est la cause principale de décès en Afrique

Nous appelons le Vatican à assumer la responsabilité de :

- Rendre public les mesures prises pour éliminer la violence contre les femmes perpétrée par les membres du clergé catholique, et de celles qu'il compte prendre pour rendre justice à celles-ci ;
- Coopérer avec les autorités civiles locales pour apporter les preuves et aider à la poursuite judiciaire des membres du clergé catholique qui ont commis des viols ou d'autres actes de violence sexuelle ;
- Apporter des réparations aux victimes d'abus et d'exploitation sexuels par les membres du clergé ;
- Fournir une assistance médicale aux sœurs et aux autres femmes séropositives contaminées par un représentant de l'Eglise ;
- Réintégrer immédiatement les sœurs qui ont été renvoyées de leur communauté et /ou de leur emploi pour avoir fait connaître ces abus ;
- Réintégrer les sœurs qui ont été expulsées de leur communauté parce qu'elles étaient enceintes et aider financièrement la prise en charge des enfants procréés par les prêtres ;
- Adopter une politique sur la conduite sexuelle qui vise à éliminer toutes formes de violence contre les femmes au sein de l'Eglise et dans la société ;
- S'excuser officiellement dans une lettre pastorale du Saint-Siège pour toutes les formes de violence contre les femmes, y compris le sexisme, perpétrées par les représentants ecclésiastiques.

et la quatrième cause de décès dans le monde (Fonds des Nations unies pour la population, 2000). C'est pourquoi nous condamnons les politiques hypocrites de l'Eglise qui rejettent l'usage des préservatifs pouvant pourtant sauver des vies et des contraceptifs pour lesquels optent les femmes et les hommes responsables. Ces politiques mettent délibérément la vie des femmes en danger au nom d'une culture de la vie.

Qui plus est, l'exploitation sexuelle des religieuses par des prêtres a aussi mené à des grossesses ; certaines religieuses ont été congédiées de leur communauté ; d'autres ont été contraintes d'avorter et on connaît un cas d'une sœur décédée des suites d'un avortement. Nous condamnons de telles pratiques coercitives.

Nous sommes consternés d'apprendre que les autorités ecclésiastiques ont été pleinement et formellement informées de ces pratiques dès 1995 et qu'elles n'ont entrepris jusqu'à ce jour aucune action effective pour mettre fin à ces abus, laissant ainsi les auteurs impunis. Le silence et l'inaction du Vatican ont sans aucun doute contribué à la perpétuation d'abus sexuels. Le Vatican doit répondre pour ces tragédies. Les représentants de l'Eglise doivent tout mettre en œuvre pour mettre fin à la violence contre les femmes au sein même de l'Eglise.

Nous nous joignons au Parlement européen, à la Coalition National des Religieuses américaines, l'Association pour les droits des catholiques dans l'Eglise, au Réseau latino-américain Catholique pour le Droit de Décider, et au Mouvement international Nous sommes Eglise.